



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de l'intérieur DFI
Office fédéral de la santé publique OFSP
Direction Santé publique

Rapport sur les résultats de la procédure d'audition relative à
l'Ordonnance du DFI sur les tableaux des stupéfiants, des substan-
ces psychotropes, des précurseurs et des adjuvants chimiques (Or-
donnance du DFI sur les tableaux de stupéfiants, OTStup-DFI)

Projet de mars 2011

Sommaire

1	Contexte.....	- 3 -
2	A propos de la procédure d'audition	- 3 -
3	Résumé des résultats.....	- 4 -
3.1	Observations générales	- 4 -
3.2	Résumé portant sur les différentes ordonnances.....	- 4 -
3.2.1	Ordonnance du DFI sur les listes de stupéfiants, de substances psychotropes, de précurseurs et d'adjuvants chimiques (ordonnance sur les listes des stupéfiants, OTStup-DFI) - 4 -	
4	Résultats détaillés pour chaque ordonnance	- 5 -
4.1	Ordonnance du DFI sur les listes des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et des adjuvants chimiques (Ordonnance sur les listes des stupéfiants, OTStup-DFI).....	- 5 -
5	Annexes	- 8 -
	Liste des abréviations des participants à la procédure d'audition	- 8 -
	Statistique	- 12 -
	Liste der Anhörungsadressaten/Liste des destinataires/ Elenco dei destinatari.....	- 13 -

1 Contexte

Le 20 mars 2008, le Parlement a décidé une révision partielle de la loi sur les stupéfiants (nLStup), que la population a acceptée par voie référendaire le 30 novembre 2008. Par conséquent, les ordonnances sur les stupéfiants ont été adaptées et restructurées. Les quatre ordonnances du Conseil fédéral, les deux ordonnances de Swissmedic et les deux arrêtés du Conseil fédéral sont désormais regroupés dans deux ordonnances du Conseil fédéral et une ordonnance du Département fédéral de l'intérieur (DFI) sous les titres suivants :

- Ordonnance sur le contrôle des stupéfiants (OCStup)
- Ordonnance sur les troubles liés à l'addiction (Ordonnance sur les troubles de l'addiction, OASup);
- Ordonnance du DFI sur les listes des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et des adjuvants chimiques (Ordonnance du DFI sur les listes de stupéfiants, OTStup-DFI).

2 A propos de la procédure d'audition

Le Conseil fédéral a ouvert la procédure d'audition des ordonnances de la législation sur les stupéfiants le 18 octobre 2010.

Outre les cantons, des organisations intercantionales (conférences des cantons) et la Principauté de Liechtenstein, 13 partis politiques, 4 associations faîtières suisses des communes, des villes et des régions de montagne ainsi que 65 organisations et cercles intéressés ont été invités à se prononcer, soit un total de 119 destinataires. Le délai de participation à la procédure d'audition était fixé au 30 novembre 2010.

Au total, 45 prises de position relative à l'OTStup ont été retournées, dont celles de 17 cantons, de 1 parti politique et de 26 autres organisations et cercles intéressés (voir également Statistique, annexe 2).

Le présent rapport résume les avis qui ont été exprimés. Les observations générales sur les trois ordonnances sont présentées dans un premier temps, suivies des commentaires détaillés, article par article de l'OTStup. Un rapport séparé contient les commentaires détaillés relative à l'OCStup et l'OASup¹. Il est supposé que les participants à la procédure d'audition qui ne se sont pas prononcés sur les ordonnances en général les acceptent sur le fond.

Les dispositions qui n'ont pas fait l'objet de commentaires particuliers ne sont pas mentionnées. Les abréviations des participants à la procédure utilisées dans le présent rapport sont mentionnées à l'annexe 1.

¹ Rapport sur les résultats de la procédure d'audition relative aux ordonnances de la législation sur les stupéfiants, Office de la santé publique mars 2011.

3 Résumé des résultats

3.1 Observations générales

Les modifications de fond apportées à la LStup ont aussi été l'occasion de combler des lacunes involontaires et de retravailler le droit d'exécution du point de vue linguistique et rédactionnel.

Les participants à la procédure ont surtout regretté le délai d'audition très court, fixé à un mois et demi (**AG, JU, LU, KAV**).

ZG estime que les trois ordonnances devraient être retravaillées et soumises une nouvelle fois à une procédure d'audition. Les participants demandent principalement une clarification du rôle des cantons.

17 cantons (**AG, BE, BL, BS, GE, GL, GR, JU, LU, SG, SZ, TG, TI, UR, VD, ZG, ZH**) s'étaient prononcés sur le projet présent. **GL, JU, SZ** et **UR** ont approuvés le projet sans réserve. Des partis politiques seulement **Grüne** s'étaient prononcés sur le projet de l'OTStup-DFI. Des milieux intéressés **ARCD, Arud, Cannapharm, Centre Patronal, CICR, DDS, FMH, FOSUMOS, GDK, IG Schwizerhanf, CIRC, KAV, kf, KKPks, SÄGD, SÄPT, SBV, SGCI, SGV usam, SGRM, SPTK, SSAM, Stadt Zürich Polizeidepartement, Verein für Krebsforschung, Verein Jugend ohne Drogen** et **VSHF** s'étaient prononcés.

3.2 Résumé portant sur les différentes ordonnances

3.2.1 Ordonnance du DFI sur les listes de stupéfiants, de substances psychotropes, de précurseurs et d'adjuvants chimiques (ordonnance sur les listes des stupéfiants, OTStup-DFI)

Contexte / brève description du contenu normatif

La modification du 20 mars 2008 de la loi sur les stupéfiants (nLStup) stipule que c'est le Département fédéral de l'intérieur, et non plus Swissmedic, qui établit la liste des stupéfiants, substances psychotropes, précurseurs et adjuvants chimiques (art. 2a nLStup). L'ordonnance du DFI (OTStup-DFI) remplace donc les deux ordonnances afférentes de Swissmedic, à savoir l'ordonnance du 12 décembre 1996 sur les stupéfiants² et l'ordonnance du 8 novembre 1996 sur les précurseurs³. Cette nouvelle ordonnance, qui présente un caractère purement technique, contient les listes de toutes substances soumises à contrôle.

Globalement, l'OTStup-DFI est accueillie positivement par la majorité des participants à l'audition.

La question du cannabis donne lieu à discussion de la part de quelques participants. Le choix d'une teneur en THC comme critère clair permettant de distinguer le chanvre légal du chanvre illégal est expressément salué par **trois cantons (GE, LU, ZH)**, une **organisation intercantonale (KKPKS)**, quelques **organisations spécialisées (SGRM, Verein für Krebsforschung)** et **kf**.

En revanche, le relèvement de la teneur maximale en THC à 1,0 % suscite une large controverse⁴. Les **cantons BS** et **JU**, les **organisations intercantionales KAV** et **GDK** ainsi que les **organisations spécialisées SBV, SGRM** et **Verein für Krebsforschung** sont favorables à ce re-

² RS 812.121.2

³ RS 812.121.31

⁴ L'ATF 126 IV 200 repose sur une valeur maximale de la teneur en THC supérieure à 0,3 % pour le chanvre stupéfiant.

lèvement. **TG, IG Schweizerhanf, R. Richle** et **VSHF** demandent un relèvement plus important. Les autres **cantons** n'expriment pas d'objection contre le relèvement de la valeur maximale de la teneur en THC. L'**organisation intercantonale KPKS**, l'**organisation faîtière économique Centre Patronal**, les **organisations spécialisées ARCD, SÂGD, SGV** et **kf** s'y opposent à cause du risque d'abus.

4 Résultats détaillés pour chaque ordonnance

4.1 Ordonnance du DFI sur les listes des stupéfiants, des substances psychotropes, des précurseurs et des adjuvants chimiques (Ordonnance sur les listes des stupéfiants, OTStup-DFI)

Observations générales

SG, Grüne, FMH, SSAM, arud et **Fosumos** estiment que cette ordonnance fait trop de politique et demandent, pour préserver son caractère technique, qu'elle prenne véritablement en compte les consignes figurant dans la nLStup ainsi que les connaissances scientifiques récentes.

Commentaires article par article

Art. 1

Al. 1

BS, SG, Grüne, FMH, SSAM, arud et **Fosumos** demandent que la formulation de cette disposition soit modifiée afin que les stéréoisomères sans effet psychotrope ne soient pas soumis à contrôle.

Al. 5

SGCI salue l'obligation d'intégrer dans toutes les désignations le code d'article international (Global Trade Identification Number, GTIN), en vigueur dans le monde entier. **GE** précise que c'est le numéro GTIN du principe actif qui doit être indiqué, et non pas celui de la préparation magistrale.

De manière générale, **GE** se demande si cette disposition, qui précise l'obligation de notification, ne devrait pas figurer à l'art. 52 OCStup.

Art. 5

Al. 1

CIRC demande d'ajouter dans le texte français : « par année calendaire ».

Annexes 1 à 4

GR et **SGCI** se félicitent du maintien de la liste générale. **GR, ZG** et **SGCI** demandent en outre, pour des raisons de facilité d'utilisation, que soient établies des listes séparées pour les substances soumises à contrôle des catégories a à d.

kf demande qu'une liste au moins soit proposée sous forme de tableau informatique offrant la possibilité de procéder à des tris car, si l'énumération alphabétique des substances est judicieuse, elle complique la répartition dans les différentes catégories.

Annexe 1 (art. 2, al. 1)

SGRM recommande l'emploi d'une nomenclature uniforme des substances et suggère en particulier d'utiliser l'orthographe allemande pour toutes les substances. **SGCI** propose que la définition complète des catégories (a à e) soit reproduite sous forme de légende.

SG, Grüne, FMH, SSAM, Fosumos, arud et **SÄPT** se demandent comment l'institut a défini les critères de classification des substances. Ils expliquent qu'il serait souhaitable d'imposer l'audition préalable d'un groupe d'experts composé de praticiens du domaine des addictions et de spécialistes de la législation sur les stupéfiants.

SPTK demande que la „méphédrone“ soit ajoutée à la liste.

SG, Grüne, FMH, SSAM, Fosumos et **Arud** estiment que beaucoup de substances de la liste d devraient en fait figurer sur la liste e. **SÄPT** pense en particulier à de nouvelles substances psychotropes pouvant offrir un bénéfice médical et demande que ces substances fassent l'objet d'une sous-liste.

GE, LU, ZH, SGRM, kf, KKPKS et **Verein für Krebsforschung** se félicitent que des critères clairs de teneur en THC soient fixés pour faire la distinction entre le chanvre industriel et le chanvre stupéfiant. Selon **LU** et **Verein für Krebsforschung**, l'ordonnance doit en outre indiquer expressément que la recherche sur le THC et l'utilisation médicale du THC sont possibles. **DDS** et **Verein Jugend ohne Drogen** demandent que l'ordonnance s'applique uniquement aux floraisons de plantes femelles.

Le relèvement de la valeur maximale de THC de 0,3 à 1,0 % suscite une controverse. **BS, JU, KAV, GDK, SBV, SGRM** et **Verein für Krebsforschung** saluent le relèvement de la valeur maximale de la teneur en THC à 1,0 %. **TG, R. Richle** et **VSHF** refusent la limitation à 1,0 % et demandent son relèvement. **TG** estime qu'avec cette limite l'utilisation médicale de produits cannabiniques continuera de n'être autorisée que dans des cas exceptionnels, raison pour laquelle il demande son relèvement à 2 %. **R. Richle** et **VSHF** expliquent que le chanvre industriel a généralement une teneur en THC de 0,5 à 3,0 %. **ARCD, Centre Patronal, KKPKS, kf, SÄGD** et **SGV** s'opposent à l'augmentation de la teneur en THC autorisée de 0,3 à 1,0 %. **KKPKS** relève qu'une teneur en THC aussi élevée offre la possibilité de contourner la loi.

En raison des incertitudes dues aux règles d'arrondissement, **BE** demande que la teneur en THC soit fixée à « 1,0 % au moins ». D'après **BS, BL, DDS** et **Verein Jugend ohne Drogen**, il importe de préciser qu'il s'agit de la « teneur totale en THC ».

BS, SGRM et **Cannapharm** relèvent qu'on ne peut pas mesurer la teneur en THC des graines de cannabis tant qu'elles n'ont pas produit de plante. **BL** pense que, d'après le Tribunal fédéral, la mise en circulation de plantules et de graines de chanvre est interdite par l'art. 8 al. 1 let. d LStup.

BL trouve que la formulation choisie pour les objets fabriqués à partir de chanvre est trop imprécise puisque l'autorité de poursuite pénale ne peut pas établir rétroactivement la teneur en THC. Il demande donc que la disposition soit modifiée en conséquence.

DDS et **Verein Jugend ohne Drogen** demandent en outre que soit biffé le renvoi général au cannabis accompagnant l'extrait, l'huile et la teinture de cannabis car cela légaliserait des produits d'alimentation humaine ou animale contenant du THC comme principe actif. Ils exigent éga-

lement l'introduction d'une autorisation obligatoire ou tout au moins d'une déclaration obligatoire dans le cadre du contrôle des produits cannabiques, en se référant à la loi du 12 mai 2005 du canton de Bâle-Campagne sur la culture et la remise de chanvre et de produits à base de chanvre (Gesetz über den Anbau und die Abgabe von Hanf und Hanfprodukten ; GS 35.0681).

BS, JU, ZH, KAV, GDK et **SGRM** se félicitent que l'utilisation industrielle du GBL (gamma-butyrolactone) soit expressément autorisée, contrairement à son utilisation privée, qui place ce produit dans la catégorie des stupéfiants prohibés. **SPTK** soutient l'avis que la différenciation entre le GBL (ester gamma-butyrolactone) de nature industriel et le GBL de nature non-industriel n'est pas claire.

GE, JU, KAV et **GDK** saluent le fait que des critères clairs sont appliqués aux feuilles de coca et aux extraits de feuilles de coca.

BS et **SGRM** proposent de biffer l'ecgonine de la description des extraits de feuilles de coca car elle n'a pas d'effet psychotrope. **BS** explique que l'interdiction doit porter uniquement sur l'ecgonine et ses esters et dérivés susceptibles d'être transformés en cocaïne.

BL demande de biffer purement et simplement les exceptions prévues pour les extraits de feuilles de coca.

AG s'oppose à l'introduction d'une valeur maximale pour les extraits de feuilles de coca car l'Administration fédérale des douanes est dans l'impossibilité de fait de réaliser des contrôles qui représentent en outre un travail énorme et injustifié. Il demande par ailleurs que soit maintenue l'autorisation générale obligatoire pour les extraits de feuilles de coca à usage alimentaire.

Annexe 2 (art. 2, al. 2)

BL, BS, LU, ZH, SGCI et **Polizei Stadt ZH** saluent l'introduction de la liste e, qui réunit les matières premières et les produits ayant un effet semblable à celui des stupéfiants. **Polizei Stadt ZH** considère qu'elle offre une solution pour les produits à double usage : leur utilisation restera autorisée dans les limites des dispositions applicables, tout en prévenant les abus. **ZH** souligne en outre l'importance de la déclaration d'intention de l'institut de maintenir la liste à jour et, si nécessaire, de l'actualiser par une procédure accélérée.

SGCI demande que la législation sur les stupéfiants ne soit pas applicable à l'utilisation industrielle des substances et produits de la liste e.

ZH évoque le problème fondamental du retard des autorités par rapport au marché : la rapidité de l'évolution du marché dans le domaine des drogues de synthèse rend inopérantes les listes positives. **ZH** et **Polizei Stadt ZH** demandent donc l'introduction d'une clause visant les produits dérivés, par analogie avec la législation européenne et internationale existante ou prévue dans le domaine des stupéfiants, qui permet d'étendre les dispositions d'interdiction à d'autres substances ou catégories de substances ayant une structure chimique et/ou un effet biologique similaire.

Annexe 4

BS, CIRC et **SGCI** demandent que la liste g soit expressément mentionnée dans le titre.

CIRC et **SGCI** notent que l'Australie manque sur la liste des pays cibles. **CIRC** ajoute que le Ghana devrait également y figurer.

5 Annexes

Annexe 1

Liste des abréviations des participants à la procédure d'audition

Anhörungsteilnehmer	Kürzel
Associazione consumatrici e consumatori della svizzera italiana	acsi
Departement Gesundheit und Soziales des Kantons Aargau	AG
Arbeitsgruppe Kantonale Betäubungsmitteldienstchefs	AGKBM
Aargauische Stiftung Suchthilfe	ags
Gesundheits- und Sozialdepartement Appenzell Innerrhoden	AI
Amedis-UE AG	Amedis-UE
Association des pharmaciens cantonaux	APC
Departement Gesundheit Appenzell Ausserrhoden	AR
Association romande contre la drogue	ARCD
Arbeitsgemeinschaft für risikoarmen Umgang	Arud
Arbeitsgemeinschaft Tabakprävention Schweiz	at
Allianz der Wirtschaft für eine massvolle Präventionspolitik	AWMP
Bürgerlich-Demokratische Partei Schweiz	BDP
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern	BE
Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion des Kantons Basel-Landschaft	BL
Gesundheitsdepartement des Kantons Basel-Stadt	BS
Cannapharm AG	Cannapharm
Centre Patronal	Centre Patronal
Internationales Komitee vom Roten Kreuz	CIRC
Collège romand de médecine de l'addiction	COROMA
Coordination romande des institutions et organisations oeuvrant dans le domaine des addictions	CRIAD
Christlich-soziale Partei der Schweiz	CSP
Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz	CVP
Dachverband Drogenabstinenz Schweiz	DDS
DiaMo Narcotics GmbH	Diamo
Dachverband offene Jugendarbeit Schweiz	DOJ
economiesuisse	ECON
Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren	EDK
Eidgenössisch-Demokratische Union	EDU
Eidg. Kommission für Alkoholfragen	EKAL
Eidgenössische Kommission für Drogenfragen	EKDF
Eidg. Kommission für Konsumentenfragen	EKK
Eidg. Kommission für Tabakprävention	EKTP
Evangelische Volkspartei der Schweiz	EVP
Verein Expertengruppe Weiterbildung im Suchtbereich	EWS
Fachkommission HeGeBe	Fachkommission HeGeBe

Anhörungsteilnehmer	Kürzel
Fachverband Sucht	Fachverband Sucht
FDP. Die Liberalen	FDP
Regierung des Fürstentum Liechtenstein Ressort Gesundheit	FL Regierung
Verbindung der Schweizer Ärztinnen und Ärzte	FMH
Verein Forum Suchtmedizin Innerschweiz	FOSUMIS
Verein Forum Suchtmedizin Ostschweiz	FOSUMOS
Direction de la santé publique et des affaires sociales	FR
Fédération romande des consommateurs	FRC
Schweizerische Konferenz der Gesundheitsdirektorinnen und -Direktoren	GDK
Département de l'économie et de la santé du canton Genève	GE
Geschäftsstelle Hausärzte Schweiz	
Gesundheitsförderung Schweiz	Gesundheitsförde- rung
Departement Finanzen und Gesundheit des Kantons Glarus	GL
Grünliberale Partei Schweiz	GLP
Groupement Romand d'Etudes des Addictions	GREA
Groupement romand de l'industrie pharmaceutique	GRIP
Grüne Partei der Schweiz / Grünes Bündnis	Grüne
Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit Graubünden	GR
Gesellschaft Schweizerischer Amts- und Spitalapotheker	GSASA
Die Spitäler der Schweiz	H+
Infodrog	Infodrog
Institut Hiscia, Verein für Krebsforschung	Institut Hiscia
Interpharma	Interpharma
Département de la Santé, des Affaires sociales et des Ressources humaines du canton du Jura	JU
Kantonspolizei Aargau	Kapo AG
Kantonspolizei Zürich	Kapo ZH
Schweizerische Kantonsapothekervereinigung	KAV
Konferenz der Kantonsregierungen	KdK
Konsumentenforum Schweiz	kf
Kollegium für Hausarztmedizin	KHM
Schweizerische Konferenz der Kantonalen Beauftragten für Suchtfragen	KKBKS
Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren	KKJPD
Konferenz der Kantonalen Polizeikommandos der Schweiz	KKPKS
Krebsliga Schweiz	Krebsliga
Konferenz der Strafverfolgungsbehörden der Schweiz	KSBS
Konferenz der Städtischen Polizeidirektorinnen und Polizeidirektoren	KSPD
Lega dei Ticinesi	Lega
Gesundheits- und Sozialdepartement des Kantons Luzern	LU
Lungenliga Schweiz	Lungenliga
Nationale Arbeitsgemeinschaft Sucht	NAS

Anhörungsteilnehmer	Kürzel
Nationaler Drogenausschuss	NDA
Département de la santé et des affaires sociales du canton de Neuchâtel	NE
Gesundheits- und Sozialdirektion des Kantons Nidwalden	NW
Finanzdepartement des Kantons Obwalden	OW
Schweizerische Gesellschaft für Palliative Medizin, Pflege und Begleitung	Palliativ
Partei der Arbeit Schweiz	PdAS
Pharmalog	Pharmalog
Schweizerischer Apothekerverband	pharmaSuisse
Stadt Zürich Polizeidepartement	Polizei Stadt ZH
Public Health Schweiz	Public Health
Pro Juventute	Pro Juventute
IG-Schwizerhanf	R. Riche
Radix Gesundheitsförderung	Radix
Schweizer Ärzte gegen Drogen	SÄGD
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände	SAJV
Schweizerische Akademie der Medizinischen Wissenschaften	SAMW
santésuisse Die Schweizer Krankenversicherer	santésuisse
Schweizerische Ärztesgesellschaft für Psycholytische Therapie	SÄPT
Schweizer Bauernverband	SBV
Schweizerischer Drogistenverband	SDV
Gesundheitsdepartement des Kantons St. Gallen	SG
Departement des Innern Gesundheitsamt des Kantons Schaffhausen	SH
Schweizerische Fachstelle für Alkohol- und andere Drogenprobleme	SFA / ISPA
SGCI Chemie Pharma Schweiz	SGCI
Schweizerische Gesellschaft für Prävention im Gesundheitswesen	SGPG
Schweizerische Gesellschaft für Rechtsmedizin	SGRM
Schweizerischer Gewerbeverband	SGV usam
Konferenz der städtischen Beauftragten für Suchtfragen	SKBS
Stiftung für Konsumentenschutz	SKS
Schweizerische Multiple Sklerose Gesellschaft	SMSG
Schweizerische neurologische Gesellschaft Schweizerische Gesellschaft für medizinische Onkologie	SNG / SGO
Departement des Innern des Kantons Solothurn	SO
Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren und -direktorinnen	SODK
Sozialdemokratische Partei der Schweiz	SP
Schweizerische Polizeitechnische Kommission	SPTK
Schweizerisches Rotes Kreuz	SRK
Schweizerische Gesellschaft für Suchtmedizin	SSAM
Schweizerischer Städteverband	SSV
Stadtärztlicher Dienst Stadt Zürich	
Schweizerische Volkspartei	SVP
Departement des Innern des Kantons Schwyz	SZ
Departement für Finanzen und Soziales des Kantons Thurgau	TG

Anhörungsteilnehmer	Kürzel
Dipartimento della sanità e della socialità del Cantone Ticino	TI
Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion Uri	UR
Vereinigung der kantonalen Beauftragten für Gesundheitsförderung	VBGF
Verein christlicher Fachleute im Rehabilitations- und Drogenbereich	VCRD
Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud	VD
Konferenz kantonaler Volkswirtschaftsdirektoren	VDK
Verband der Eltern- und Angehörigenvereinigungen Drogenabhängiger	VEVDAJ
Vereinigung Pharmafirmen in der Schweiz	vips
Verein Jugend ohne Drogen	
Verband der Kantonschemiker Schweiz	VKCS
Vereinigung der Kantonsärztinnen und Kantonsärzte der Schweiz	VKS
Département des finances, des institutions et de la santé	VS
Verein Schweizer (Bauern)Hanf-Freund/innen	VSHF
Verein „Sag NEIN zu Drogen“	
Gesundheitsdirektion des Kantons Zug	ZG
Gesundheitsdirektion des Kantons Zürich	ZH

Annexe 2

Statistique

Catégorie	Total invitations	Prises de position sur invitation	Prises de position sans invitation	Total prises de position
1. Gouvernements cantonaux et organisations intercantionales				
1.1. Gouvernements cantonaux	26	17	Néant	17
1.2. Organisations intercantionales	12	3	Néant	3
1.3. Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein	1	Néant	Néant	Néant
2. Partis politiques	13	1	Néant	1
3. Associations faitières des communes, des villes et des régions de montagne	4	3	Néant	3
4. Associations faitières de l'économie œuvrant au niveau national	Néant	Néant	2	2
Autres organisations				
Commissions fédérales	3	Néant	Néant	Néant
Sociétés de pharmaciens et pharmaciens	1	Néant	Néant	Néant
Sociétés de médecins et médecins	7	1	2	3
Organisations spécialisées / Associations spécialisées dans les drogues et les addictions	16	3	3	6
Sociétés de droguistes	Néant	Néant	Néant	Néant
Système de santé (hôpitaux, assureurs-maladie, etc.)		Néant	Néant	Néant
Organisations de protection des consommateurs	3	Néant	1	1
Industrie pharmaceutique	4	1	Néant	1
Commerce de gros en produits pharmaceutiques	1	Néant	Néant	Néant
Autres organisations	28	7	2	9
Total	119	36	10	45

Liste der Anhörungsadressaten/Liste des destinataires/ Elenco dei destinatari**1. Kantonsregierungen und interkantonale Organisationen / Gouvernements cantonaux et organisations intercantionales / Governi cantonali e organizzazioni intercantionali**

Gesundheitsdirektion des Kantons Zürich
Gesundheits- und Fürsorgedirektion des Kantons Bern
Gesundheits- und Sozialdepartement des Kantons Luzern
Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion Uri
Departement des Innern des Kantons Schwyz
Finanzdepartement des Kantons Obwalden
Gesundheits- und Sozialdirektion des Kantons Nidwalden
Departement Finanzen und Gesundheit des Kantons Glarus
Gesundheitsdirektion des Kantons Zug
Direction de la santé publique et des affaires sociales
Departement des Innern des Kantons Solothurn
Gesundheitsdepartement des Kantons Basel-Stadt
Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion des Kantons Basel-Landschaft
Departement des Innern Gesundheitsamt des Kantons Schaffhausen
Departement Gesundheit Appenzell Ausserrhoden
Gesundheits- und Sozialdepartement Appenzell Innerrhoden
Gesundheitsdepartement des Kantons St. Gallen
Departement für Justiz, Sicherheit und Gesundheit Graubünden
Departement Gesundheit und Soziales des Kantons Aargau
Departement für Finanzen und Soziales des Kantons Thurgau
Dipartimento della sanità e della socialità del Cantone Ticino
Département de la santé et de l'action sociale du canton de Vaud
Département des finances, des institutions et de la santé
Département de la santé et des affaires sociales du canton de Neuchâtel
Département de l'économie et de la santé du canton Genève
Département de la Santé, des Affaires sociales et des Ressources humaines du canton du Jura
Regierung des Fürstentum Lichtenstein Ressort Gesundheit

Konferenz der Kantonsregierungen KDK
Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren EDK
Konferenz der kantonalen Sozialdirektoren und -direktorinnen SODK
Vereinigung der kantonalen Beauftragten für Gesundheitsförderung
Schweizerische Konferenz der Kantonalen Beauftragten für Suchtfragen (KKBS)
Schweizerische Sanitätsdirektorenkonferenz
Vereinigung der Kantonsärztinnen und Kantonsärzte der Schweiz VKS

Schweizerische Konferenz der kantonalen Gesundheitsdirektoren und -direktorinnen GDK
Association des pharmaciens cantonaux/ Kantonsapothekervereinigung (KAV)
Konferenz der Kantonalen Justiz- und Polizeidirektorinnen und -direktoren (KKJPD)
Konferenz der Kantonalen Polizeikommandos der Schweiz (KKPKS)
Konferenz der Strafverfolgungsbehörden der Schweiz

2. In der Bundesversammlung vertretene politische Parteien / partis politiques représentés à l'Assemblée fédérale / partiti rappresentati nell' Assemblea federale

BDP Bürgerlich-Demokratische Partei Schweiz/ PBD Parti Bourgeois-Démocratique Suisse
CVP Christlichdemokratische Volkspartei der Schweiz/ PDC Parti démocrate-chrétien suisse/ PPD Partito popolare democratico svizzero/ PCD Partida cristiandemocrata svizra
FDP. Die Liberalen/ PLR. Les Libéraux-Radicaux/ PLR. I Liberali/ PLD. Ils Liberals
SP Schweiz Sozialdemokratische Partei der Schweiz/ PS Parti socialiste suisse/ PS Partito socialista svizzero/ PS Partida socialdemocrata da la Svizra
SVP Schweizerische Volkspartei/ UDC Union Démocratique du Centre/ UDC Unione Democratica di Centro/ PPS Partida Populara Svizra
CSP Christlich-soziale Partei/ PCS Parti chrétien-social/ PCS Partito cristiano sociale/ PCS Partida cristian-sociala
EDU Eidgenössisch-Demokratische Union/ UDF Union Démocratique Fédérale/ UDF Unione Democratica Federale
EVP Evangelische Volkspartei der Schweiz/ PEV Parti évangélique suisse/ PEV Partito evangelico svizzero/ PEV Partida evangelica da la Svizra
Grüne Partei der Schweiz/ Les Verts Parti écologiste suisse/ I Verdi Partito ecologista svizzero/ La Verda Partida ecologica svizra
GB Grünes Bündnis/ AVeS: Alliance Verte et Sociale/ AVeS: Alleanza Verde e Sociale
Grünliberale Partei Schweiz
Lega dei Ticinesi
PdAS Partei der Arbeit der Schweiz/ PST Parti suisse du Travail – POP/ PSdL Partito svizzero del Lavoro/ PSdL Partida svizra da la lavur
Alternative Kanton Zug

3. Gesamtschweizerische Dachverbände der Gemeinden, Städte und Berggebiete / associations faïtières des communes, des villes et des régions de montagne qui oeuvrent au niveau national / associazioni mantello nazionali

Konferenz der städtischen Beauftragten für Suchtfragen (SKBS)
Schweizerischer Städteverband
Schweizerischer Gemeindeverband
Konferenz der Städtischen Polizeidirektorinnen und Polizeidirektoren KSPD

4. Fachverbände / Fachorganisationen und andere interessierte Organisationen und Personen / Associations et organisations spécialisées et autres organisations et personnes intéressées / associazione e organizzazioni specializzate e altre organizzazioni e persone interessate

Eidgenössische Kommission für Drogenfragen
Eidgenössische Kommission für Tabakprävention
Eidgenössische Kommission für Alkoholfragen
Nationaler Drogenausschuss
Nationale Arbeitsgemeinschaft Sucht
Fachverband Sucht
GREA, Groupement Romand d'Etudes des Addictions
CRIAD, Coordination romande des institutions et organisations oeuvrant dans le domaine des addictions
Verein christlicher Fachleute im Rehabilitations- und Drogenbereich VCRD
Gesundheitsförderung Schweiz
Radix Gesundheitsförderung
Schweizerische Gesellschaft für Suchtmedizin (SSAM)
Verein Forum Suchtmedizin Ostschweiz (FOSUMOS)
Verein Forum Suchtmedizin Innerschweiz (FOSUMIS)
Collège romand de médecine de l'addiction (COROMA)
Public Health Schweiz
Verein Expertengruppe Weiterbildung im Suchtbereich (EWS)
Fachkommission HeGeBe
Schweiz. Gesellschaft für Prävention und Gesundheitswesen, SGPG
SFA/ISPA Schweiz. Fachstelle für Alkohol- und andere Drogenprobleme
Dachverband offene Jugendarbeit Schweiz DOJ
Pro juventute
Schweizerische Arbeitsgemeinschaft der Jugendverbände SAJV
Lungenliga Schweiz
Arbeitsgemeinschaft Tabakprävention Schweiz
Krebsliga Schweiz
Schweizerischer Apothekerverband
Verbindung der Schweizer Ärzte und Ärztinnen FMH
Kollegium für Hausarztmedizin KHM
Schweizerisches Rotes Kreuz SRK
Internationales Komitee vom Roten Kreuz CIRC

Santésuisse
Schweiz. Bauernverband (SBV) Union suisse des paysans (USP) Unione svizzera dei contadini (USC)
Stiftung für Konsumentenschutz, SKS
Fédération romande des consommateurs FRC
Associazione consumatrici e consumatori della svizzera italiana, acsi
Groupement romand de l'industrie pharmaceutique (GRIP)
Allianz der Wirtschaft für eine massvolle Präventionspolitik AWMP
Pharmalog
Interpharma
Schweizerische Gesellschaft für chemische Industrie (SGCI)
Schweizerische Gesellschaft für Rechtsmedizin (SGRM)
Schweizerische Polizeitechnische Kommission
Verband der Kantonschemiker Schweiz
Vereinigung Pharmafirmen in der Schweiz (VIPS),
Schweizerische Multiple Sklerose Gesellschaft
Schweizerische neurologische Gesellschaft Schweizerische Gesellschaft für medizinische Onkologie c/o Praxis für Onkologie beim Spital Bülach
Schweizerische Gesellschaft für Palliative Medizin, Pflege und Begleitung Palliativ ch
Dr. med. Kathrin Zaugg Departement Medizinische Radiologie Klinik für Radio-Onkologie
PD Dr. med. Markus Weber Muskelzentrum/ALS clinic
Dr. med. Johannes Bükki Universitätsklinik für Allgemeine Innere Medizin
Dr. med. Claude Vaney Chefarzt Bernische Höhenklinik
PD Barbara Broers Dépt. De Médecine Communautaire
Institut Hiscia Verein für Krebsforschung
Cannapharm AG
Arbeitsgruppe Kantonale Betäubungsmitteldienstchefs
Kantonspolizei Zürich
Bezirksamt Weinfelden
Staatsanwaltschaft I des Kantons Zürich
Suchtpräventionsstelle Zürcher Oberland

Kantonspolizei Aargau
Dr. Gerhard Mann

5. Autres

Dachverband Drogenabstinenz Schweiz
VEVDAJ (Verband der Eltern- und Angehörigenvereinigungen Drogenabhängiger)
Geschäftsstelle Hausärzte Schweiz
IG-Schwizerhanf
DiaMo Narcotics GmbH
Infodrog
Association romande contre la drogue (ARCD)
Gesellschaft Schweizerischer Amts- und Spitalapotheker (GSASA)
Amedis-UE AG
Schweizerische Ärztesgesellschaft für Psycholytische Therapie (SÄPT)
Die Spitäler der Schweiz
Schweizerischer Drogistenverband
Verein „Sag NEIN zu Drogen“
Arbeitsgemeinschaft für risikoarmen Umgang (Arud Zürich)
Schweizerischer Gewerbeverband (SGV usam)
Konsumentenforum (kf)
Aargauische Stiftung Suchthilfe (ags)
Schweizer Ärzte gegen Drogen
Comite international Geneve
Centre patronal
Verein Jugend ohne Drogen
Stadtärztlicher Dienst der Stadt Zürich
Verein Schweizer (Bauern)Hanf-Freund/innen
Stadt Zürich Polizeidepartement